

**RÈGLES DES COURS
FÉDÉRALES ET DOCUMENTS
CONNEXES 2006**

**FEDERAL COURTS RULES
AND RELATED
DOCUMENTS 2006**

Claude Marseille

EB ÉDITIONS YVON BLAIS
UNE SOCIÉTÉ THOMSON

Mise à jour n° 1 • 15 juillet 2007

La présente mise à jour tient compte des modifications apportées à la *Loi sur les Cours fédérales* et aux *Règles des Cours fédérales* qui sont entrées en vigueur depuis la parution de l'ouvrage.

A. Modifications à la *Loi sur les Cours fédérales*

Les modifications apportées à la *Loi sur les Cours fédérales* par la *Loi modifiant la Loi sur les juges et d'autres lois liées aux tribunaux* (L.C. 2006, ch. 11, art. 20-24) sont entrées en vigueur à la sanction, le 12 décembre 2006, celle apportée par la *Loi prévoyant un mécanisme de divulgation des actes répréhensibles et de protection des divulgateurs dans le secteur public* (L.C. 2005, ch. 46, art. 56.1, ajoutée par L.C. 2006, ch. 9, art. 222) est entrée en vigueur le 15 avril 2007 (TR/2007-43) et celles apportées par la *Loi fédérale sur la responsabilité* (L.C. 2006, ch. 9, art. 5, 6 et 38) sont entrées en vigueur le 9 juillet 2007 (TR/2007-75).

Article 2

Le paragraphe 2(2) de la Loi sur les Cours fédérales est remplacé par ce qui suit :

(2) Sénat et Chambre des communes – Il est entendu que sont également exclus de la définition de « office fédéral » le Sénat, la Chambre des communes, tout comité ou membre de l'une ou l'autre chambre, le conseiller sénatorial en éthique et le commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique à l'égard de l'exercice de sa compétence et de ses attributions visées aux articles 41.1 à 41.5 et 86 de la *Loi sur le Parlement du Canada*.

[L.C. 2006, ch. 9, art. 5, 38.]

Article 5.4

L'article 5.4 est remplacé par ce qui suit :

5.4 Représentation du Québec – Au moins cinq juges de la Cour d'appel fédérale et dix juges de la Cour fédérale doivent avoir été juges de la Cour d'appel ou de la Cour supérieure du Québec ou membres du barreau de cette province.

[L.C. 2006, ch. 11, art. 20.]

Article 6

Le paragraphe 6(2) est remplacé par ce qui suit :

(2) Absence ou empêchement du juge en chef – En cas d'absence du Canada ou d'empêchement du juge en chef de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale ou de vacance de son poste, l'intérim est assuré, selon le cas, par :

Section 2

Subsection 2(2) of the Federal Courts Act is replaced by the following:

(2) Senate and House of Commons – For greater certainty, the expression “federal board, commission or other tribunal”, as defined in subsection (1), does not include the Senate, the House of Commons, any committee or member of either House, the Senate Ethics Officer or the Conflict of Interest and Ethics Commissioner with respect to the exercise of the jurisdiction or powers referred to in sections 41.1 to 41.5 and 86 of the *Parliament of Canada Act*.

[S.C. 2006, c. 9, ss. 5, 38.]

Section 5.4

Section 5.4 is replaced by the following:

5.4 Judges from Quebec – At least five of the judges of the Federal Court of Appeal and at least 10 of the judges of the Federal Court must be persons who have been judges of the Court of Appeal or of the Superior Court of the Province of Quebec, or have been members of the bar of that Province.

[S.C. 2006, c. 11, s. 20.]

Section 6

Subsection 6(2) is replaced by the following:

(2) Absence or incapacity of a Chief Justice – If the office of Chief Justice of the Federal Court of Appeal or the office of the Chief Justice of the Federal Court is vacant, or the Chief Justice of either court is absent from Canada or is for any reason unable or unwilling to act, the powers and duties of the Chief Justice shall be exercised and performed by

a) le juge de la Cour d'appel fédérale ou de la Cour fédérale, s'il y a lieu, désigné à cette fin par son juge en chef;

b) faute de désignation ou si le juge désigné est absent du Canada ou n'est pas en mesure d'exercer ces fonctions ou n'y consent pas, et à la condition qu'il n'ait pas choisi de devenir juge surnuméraire en vertu de l'article 28 de la *Loi sur les juges*, le juge le plus ancien de la juridiction visée qui, d'une part, est au Canada et, d'autre part, est en mesure d'exercer ces fonctions et y consent.

[L.C. 2006, ch. 11, art. 21.]

(a) the judge of the Federal Court of Appeal or of the Federal Court, as the case may be, who has been designated for that purpose by the Chief Justice of that Court; or

(b) if no judge has been so designated, or if the judge so designated is absent from Canada or is unable or unwilling to act, the senior judge of the same court who is in Canada and is able and willing to act and who has not elected to hold office as a supernumerary judge under section 28 of the *Judges Act*.

[S.C. 2006, c. 11, s. 21.]

Article 7

Le paragraphe 7(2) de la version anglaise est remplacé par ce qui suit :

(2) **Rota of judges** – Notwithstanding subsection (1), the Rules may provide for a rota of judges in order to ensure continuity of judicial availability in any centre where the volume of work or other circumstances make such an arrangement expedient.

[L.C. 2006, ch. 11, art. 22.]

Section 7

Subsection 7(2) of the English version is replaced by the following:

(2) **Rota of judges** – Notwithstanding subsection (1), the Rules may provide for a rota of judges in order to ensure continuity of judicial availability in any centre where the volume of work or other circumstances make such an arrangement expedient.

[S.C. 2006, c. 11, s. 22.]

Article 12

Le paragraphe 12(2) est abrogé.

[L.C. 2006, ch. 11, art. 23.]

Section 12

Subsection 12(2) is repealed.

[S.C. 2006, c. 11, s. 23.]

Article 28

Le paragraphe 28(1) est modifié par adjonction, après l'alinéa b), de ce qui suit :

b.1) le commissaire aux conflits d'intérêts et à l'éthique nommé en vertu de l'article 81 de la *Loi sur le Parlement du Canada*;

[L.C. 2006, ch. 9, art. 6.]

Section 28

Subsection 28(1) is amended by adding the following after paragraph (b):

(b.1) the Conflict of Interest and Ethics Commissioner appointed under section 81 of the *Parliament of Canada Act*;

[S.C. 2006, c. 9, s. 6.]

Le paragraphe 28(1) est modifié par adjonction, après l’alinéa p), de ce qui suit :

q) le Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs d’actes répréhensibles constitué par la *Loi sur la protection des fonctionnaires divulgateurs d’actes répréhensibles*.

[L.C. 2005, ch. 46, art. 56.1 [Ajouté par 2006, ch. 9, art. 222.].]

Article 45.1

L’alinéa 45.1(1)b) est remplacé par ce qui suit :

b) trois juges désignés par le juge en chef de la Cour d’appel fédérale et cinq juges et un protonotaire désignés par le juge en chef de la Cour fédérale;

[L.C. 2006, ch. 11, art. 24.]

Subsection 28(1) is amended by striking out the word “and” at the end of paragraph (o), by adding the word “and” at the end of paragraph (p) and by adding the following after paragraph (p):

(q) the Public Servants Disclosure Protection Tribunal established by the *Public Servants Disclosure Protection Act*.

[S.C. 2005, c. 46, s. 56.1 [Added 2006, c. 9, s. 222.].]

Section 45.1

Paragraph 45.1(1)(b) is replaced by the following:

(b) three judges designated by the Chief Justice of the Federal Court of Appeal, and five judges and one protonotary designated by the Chief Justice of the Federal Court;

[S.C. 2006, c. 11, s. 24.]

B. Modifications aux *Règles des Cours fédérales*

Les *Règles des Cours fédérales* ont été modifiées par DORS/2006-219, entré en vigueur le 21 septembre 2006, et DORS/2007-130, entré en vigueur le 7 juin 2007.

Règle 17

La règle 17 des Règles des Cours fédérales est remplacée par ce qui suit :

17. Bureau principal et bureaux locaux – Le bureau principal est situé à Ottawa et les bureaux locaux sont situés à Calgary, Charlottetown, Edmonton, Fredericton, Halifax, Iqaluit, Montréal, Québec, Regina, Saint John, Saskatoon, St. John’s,

Rule 17

Rule 17 of the Federal Courts Rules is replaced by the following:

17. Principal office and local offices – The principal office is located in Ottawa and local offices are located in Calgary, Charlottetown, Edmonton, Fredericton, Halifax, Iqaluit, Montreal, Quebec City, Regina, Saint John, Saskatoon, St.

Toronto, Vancouver, Whitehorse, Winnipeg et Yellowknife.

[DORS/2006-219, art. 1.]

Règle 47

Le paragraphe 47(1) est remplacé par ce qui suit :

47. (1) Pouvoir discréptionnaire – Sauf disposition contraire des présentes règles, le juge et le protonotaire ont compétence pour exercer, sur requête ou de leur propre initiative, tout pouvoir discréptionnaire conféré à la Cour par celles-ci.

[DORS/2007-130, art. 1.]

Règle 50

La règle 50 est modifiée par adjonction, après le paragraphe (3), de ce qui suit :

(4) Jugement étranger – Le protonotaire peut entendre toute demande pour l'enregistrement, la reconnaissance ou l'exécution d'un jugement étranger faite conformément à la règle 327.

(5) Jugement sur consentement – Malgré les alinéas (1)c) et k) et sauf dans une instance pour laquelle un juge a compétence expresse en vertu d'une loi fédérale, le protonotaire peut prononcer tout jugement final qu'un juge de la Cour fédérale a le pouvoir de prononcer s'il est convaincu que les parties intéressées y consentent.

[DORS/2007-130, art. 2.]

Règle 51

Le paragraphe 51(2) est remplacé par ce qui suit :

(2) Signification de l'appel – L'avis de la requête est signifié et déposé dans les

John's, Toronto, Vancouver, Whitehorse, Winnipeg and Yellowknife.

[SOR/2006-219, s. 1.]

Rule 47

Subsection 47(1) is replaced by the following:

47. (1) Discretionary powers – Unless otherwise provided by these Rules, if these Rules grant a discretionary power to the Court, a judge or prothonotary has jurisdiction to exercise that power on his or her own initiative or on motion.

[SOR/2007-130, s. 1.]

Rule 50

Rule 50 is amended by adding the following after subsection (3):

(4) Foreign judgment – A prothonotary may hear an application under rule 327 for registration, recognition or enforcement of a foreign judgment.

(5) Matters on consent – Despite paragraphs (1)(c) and (k), a prothonotary may render any final judgment that could be rendered by a judge of the Federal Court, except in a proceeding in respect of which an Act of Parliament expressly confers jurisdiction on a judge, if the prothonotary is satisfied that all of the parties that will be affected by the judgment have given their consent.

[SOR/2007-130, s. 2.]

Rule 51

Subsection 51(2) is replaced by the following:

(2) Service of appeal – Notice of the motion shall be served and filed within 10

10 jours suivant la date de l'ordonnance frappée d'appel et au moins quatre jours avant la date prévue pour l'audition de la requête.

[DORS/2007-130, art. 3.]

Règle 258

Le paragraphe 258(4) est remplacé par ce qui suit :

(4) Documents – Le mémoire relatif à la conférence préparatoire est accompagné d'une copie de tous les documents destinés à être utilisés à l'instruction qui peuvent servir au cours de la conférence préparatoire, y compris les affidavits et déclarations des témoins experts.

(5) Affidavit ou déclaration d'un expert – L'affidavit ou la déclaration du témoin expert doit reproduire entièrement son témoignage; la déclaration doit être faite par écrit, signée par lui et certifiée par un avocat.

[DORS/2006-219, art. 2.]

Règle 262

La règle 262 est remplacée par ce qui suit :

262. Mémoires relatifs à la conférence préparatoire – Chaque partie, sauf celle qui a déposé la demande de conférence préparatoire, signifie et dépose son mémoire relatif à la conférence préparatoire dans les trente jours suivant la signification de la demande de conférence préparatoire.

[DORS/2006-219, art. 3.]

days after the day on which the order under appeal was made and at least four days before the day fixed for the hearing of the motion.

[SOR/2007-130, s. 3.]

Rule 258

Subsection 258(4) is replaced by the following:

(4) Documents – A pre-trial conference memorandum shall be accompanied by a copy of all documents that are intended to be used at trial that may be of assistance at the pre-trial conference, including all affidavits or statements of expert witnesses.

(5) Expert's affidavit or statement – An affidavit or a statement of an expert witness shall set out in full the proposed evidence of the expert and, in the case of a statement, must be in writing, signed by the expert and accompanied by a solicitor's certificate.

[SOR/2006-219, s. 2.]

Rule 262

Rule 262 is replaced by the following:

262. Pre-trial conference memoranda – Every party, other than the party who filed the requisition for a pre-trial conference, shall serve and file a pre-trial conference memorandum within 30 days after being served with the requisition.

[SOR/2006-219, s. 3.]

Règle 263

L’alinéa 263c) est remplacé par ce qui suit :

c) les questions en litige soulevées dans les affidavits et déclarations des témoins experts, de même que la nécessité de présenter un témoignage d’expert comme preuve additionnelle ou en contre-preuve;

[DORS/2006-219, art. 4.]

Règle 265

La règle 265 devient le paragraphe 265(1) et est modifiée par adjonction de ce qui suit :

(2) Délai de signification de l'affidavit ou de la déclaration de l'expert – Le cas échéant, l’ordonnance rendue en vertu du paragraphe (1) prévoit le délai de signification de tout affidavit ou déclaration d’un témoin expert présenté comme preuve additionnelle ou en contre-preuve.

[DORS/2006-219, art. 5.]

Règle 279

Le passage de la règle 279 précédant l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

279. Témoignage admissible – Sauf ordonnance contraire de la Cour, le témoignage d'un témoin expert n'est admissible en preuve, à l'instruction d'une action, à l'égard d'une question en litige que si les conditions suivantes sont réunies :

[DORS/2006-219, art. 6(1).]

L’alinéa 279b) est remplacé par ce qui suit :

b) un affidavit ou une déclaration du témoin expert a été établi conformément au paragraphe 258(5) et signifié conformément

Rule 263

Paragraph 263(c) is replaced by the following:

(c) any issues arising from any affidavits or statements of expert witnesses, and the need for any additional or rebuttal expert witness evidence;

[SOR/2006-219, s. 4.]

Rule 265

Rule 265 is renumbered as subsection 265(1) and is amended by adding the following:

(2) Service of expert's affidavit or statement – If applicable, the order shall set out the time for service of any additional or rebuttal affidavits or statements of expert witnesses.

[SOR/2006-219, s. 5.]

Rule 279

The portion of rule 279 before paragraph (a) is replaced by the following:

279. Admissibility of expert's evidence – Unless the Court orders otherwise, no expert witness's evidence is admissible at the trial of an action in respect of any issue unless

[SOR/2006-219, s. 6(1).]

Paragraph 279(b) is replaced by the following:

(b) an affidavit or statement of the expert witness prepared in accordance with subsection 258(5) has been served in accor-

ment au paragraphe 258(1) ou à la règle 262 ou à une ordonnance rendue en application de la règle 265;

[DORS/2006-219, art. 6(2).]

Règle 280

Le passage de la règle 280 précédant l'alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

280. (1) Présentation à l'instruction – Le témoignage d'un témoin expert peut être présenté en preuve à l'instruction :

[DORS/2006-219, art. 7(1).]

L'alinéa 280(1)a) de la version anglaise est remplacé par ce qui suit :

(a) the reading into evidence by the witness of all or part of an affidavit or statement referred to in paragraph 279(b);

[DORS/2006-219, art. 7(2).]

Les paragraphes 280(2) et (3) de la version anglaise sont remplacés par ce qui suit :

(2) Affidavit taken as read – With leave of the Court and the consent of all parties, all or part of an affidavit or statement referred to in paragraph 279(b) may be taken as read into evidence by the witness.

(3) Prohibition on pre-trial cross-examination – Except with leave of the Court, there shall be no cross-examination before trial on an affidavit or statement referred to in paragraph 279(b).

[DORS/2006-219, art. 7(3).]

Règle 281

La règle 281 est abrogée.

[DORS/2006-219, art. 8.]

dance with subsection 258(1), rule 262 or an order made under rule 265; and

[SOR/2006-219, s. 6(2).]

Rule 280

The portion of subsection 280(1) before paragraph (a) is replaced by the following:

280. (1) Tendering of expert's evidence at trial – An expert witness's evidence may be tendered at trial by

[SOR/2006-219, s. 7(1).]

Paragraph 280(1)(a) of the English version is replaced by the following:

(a) the reading into evidence by the witness of all or part of an affidavit or statement referred to in paragraph 279(b);

[SOR/2006-219, s. 7(2).]

Subsections 280(2) and (3) of the English version are replaced by the following:

(2) Affidavit taken as read – With leave of the Court and the consent of all parties, all or part of an affidavit or statement referred to in paragraph 279(b) may be taken as read into evidence by the witness.

(3) Prohibition on pre-trial cross-examination – Except with leave of the Court, there shall be no cross-examination before trial on an affidavit or statement referred to in paragraph 279(b).

[SOR/2006-219, s. 7(3).]

Rule 281

Rule 281 is repealed.

[SOR/2006-219, s. 8.]

Règle 299

Le passage du paragraphe 299(1) précédent l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

299. (1) Preuve établie par affidavit – À l’instruction d’une action simplifiée, la preuve de chaque partie est établie par affidavit, sauf directives contraires de la Cour; cet affidavit est, sous réserve des paragraphes (1.1) et (1.2), signifié et déposé :

[DORS/2006-219, art. 9(1).]

La règle 299 est modifiée par adjonction, après le paragraphe (1), de ce qui suit :

(1.1) Admissibilité du témoignage d’expert – Sauf ordonnance contraire de la Cour, le témoignage d’un témoin expert recueilli à l’interrogatoire principal n’est admissible en preuve, à l’instruction d’une action, à l’égard d’une question en litige que si les conditions suivantes sont réunies :

a) cette question a été définie dans les actes de procédure ou dans une ordonnance rendue en vertu de la règle 265;

b) un affidavit ou une déclaration écrite signée par le témoin expert et certifiée par un avocat, qui reproduit entièrement le témoignage, a été signifié aux autres parties au moins soixante jours avant le début de l’instruction;

c) le témoin expert est disponible à l’instruction pour être contre-interrogé.

(1.2) Admissibilité du témoignage d’expert en contre-preuve – Sauf avec l’autorisation de la Cour, une preuve d’expert visant à réfuter la preuve contenue dans l’affidavit ou la déclaration visé à l’alinéa (1.1)b) n’est admissible que si un affidavit ou une déclaration écrite signée par le

Rule 299

The portion of subsection 299(1) before paragraph (a) is replaced by the following:

299. (1) Evidence adduced by affidavit – In the trial of a simplified action, unless the Court directs otherwise, the evidence of each party shall be adduced by affidavit, which shall, subject to subsections (1.1) and (1.2), be served and filed

[SOR/2006-219, s. 9(1).]

Rule 299 is amended by adding the following after subsection (1):

(1.1) Admissibility of expert’s evidence – Unless the Court orders otherwise, no evidence in chief of an expert witness is admissible at the trial of an action in respect of any issue unless

(a) the issue has been defined by the pleadings or in an order made under rule 265;

(b) an affidavit, or a statement in writing signed by the expert witness and accompanied by a solicitor’s certificate, that sets out in full the proposed evidence has been served on all other parties at least 60 days before the commencement of the trial; and

(c) the expert witness is available at the trial for cross-examination.

(1.2) Admissibility of rebuttal evidence – Except with leave of the Court, no expert’s evidence to rebut evidence in an affidavit or statement served under paragraph (1.1)(b) is admissible unless an affidavit, or a statement in writing signed by the expert witness and accompanied by a solici-

témoin expert et certifiée par un avocat énonçant la contre-preuve a été signifié aux autres parties au moins trente jours avant le début de l'instruction.

[DORS/2006-219, art. 9(2).]

Le paragraphe 299(3) est remplacé par ce qui suit :

(3) **Contre-preuve** – La contre-preuve, dont celle du témoin expert, peut être fournie de vive voix à l'instruction.

[DORS/2006-219, art. 9(3).]

Règle 309

L'alinéa 309(2)c) est remplacé par ce qui suit :

c) le cas échéant, l'ordonnance qui fait l'objet de la demande ainsi que les motifs, y compris toute dissidence;

[DORS/2006-219, art. 10.]

Règle 317

Le paragraphe 317(1) de la version française est remplacé par ce qui suit :

317. (1) Matériel en la possession de l'office fédéral – Toute partie peut demander la transmission des documents ou des éléments matériels pertinents quant à la demande, qu'elle n'a pas mais qui sont en la possession de l'office fédéral dont l'ordonnance fait l'objet de la demande, en signifiant à l'office une requête à cet effet puis en la déposant. La requête précise les documents ou les éléments matériels demandés.

[DORS/2006-219, art. 11.]

tor's certificate, that sets out in full the rebuttal evidence has been served on all other parties at least 30 days before the commencement of the trial.

[SOR/2006-219, s. 9(2).]

Subsection 299(3) is replaced by the following:

(3) **Reply evidence** – Reply evidence, including that of an expert witness, may be provided orally at trial.

[SOR/2006-219, s. 9(3).]

Rule 309

Paragraph 309(2)(c) is replaced by the following:

(c) any order in respect of which the application is made and any reasons, including dissenting reasons, given in respect of that order;

[SOR/2006-219, s. 10.]

Rule 317

Subsection 317(1) of the French version is replaced by the following:

317. (1) Matériel en la possession de l'office fédéral – Toute partie peut demander la transmission des documents ou des éléments matériels pertinents quant à la demande, qu'elle n'a pas mais qui sont en la possession de l'office fédéral dont l'ordonnance fait l'objet de la demande, en signifiant à l'office une requête à cet effet puis en la déposant. La requête précise les documents ou les éléments matériels demandés.

[SOR/2006-219, s. 11.]

Règle 329

Le passage du paragraphe 329(1) précédent l’alinéa a) est remplacé par ce qui suit :

329. (1) Affidavit – L'affidavit déposé à l'appui de la demande visée à la règle 327 est accompagné d'une copie certifiée conforme ou authentifiée du jugement étranger ainsi que, le cas échéant, des motifs – y compris toute dissidence – et d'une copie de la convention d'arbitrage à l'égard de laquelle le jugement a été rendu. L'affidavit contient les renseignements suivants :

[DORS/2006-219, art. 12.]

Règle 344

L’alinéa 344(1)c) est remplacé par ce qui suit :

c) l'ordonnance portée en appel, telle qu'elle a été signée et inscrite ainsi que les motifs, le cas échéant, y compris toute dissidence;

[DORS/2006-219, art. 13.]

Règle 353

L’alinéa 353(2)a) est remplacé par ce qui suit :

a) l'ordonnance pour laquelle l'autorisation d'en appeler est demandée ainsi que les motifs, le cas échéant, y compris toute dissidence;

[DORS/2006-219, art. 14.]

Règle 406

Le paragraphe 406(1) est remplacé par ce qui suit :

406. (1) Convocation – La partie qui a droit aux dépens peut obtenir un avis de

Rule 329

The portion of subsection 329(1) before paragraph (a) is replaced by the following:

329. (1) Affidavit – An affidavit filed in an application under rule 327 shall be accompanied by an exemplified or certified copy of the foreign judgment, any reasons, including dissenting reasons, given in respect of that judgment and a copy of any arbitration agreement under which the judgment was awarded and shall state

[SOR/2006-219, s. 12.]

Rule 344

Paragraph 344(1)c) is replaced by the following:

(c) the order appealed from, as signed and entered, and any reasons, including dissenting reasons, given in respect of that order;

[SOR/2006-219, s. 13.]

Rule 353

Paragraph 353(2)a) is replaced by the following:

(a) the order in respect of which leave to appeal is sought and any reasons, including dissenting reasons, given in respect of that order;

[SOR/2006-219, s. 14.]

Rule 406

Subsection 406(1) is replaced by the following:

406. (1) Obtaining appointment – A party who is entitled to costs may obtain a

convocation pour la taxation en déposant un mémoire de dépens et une copie de l'ordonnance – ainsi que les motifs, le cas échéant, y compris toute dissidence – ou autre document lui donnant droit aux dépens.

[DORS/2006-219, art. 15.]

Formule 27

L'alinéa 3a) de la formule 327 est remplacé par ce qui suit :

a) une copie authentifiée ou certifiée conforme du jugement étranger ainsi que, le cas échéant, des motifs, y compris toute dissidence;

[DORS/2006-219, art. 16.]

notice of appointment for assessment by filing a bill of costs, a copy of the order or other document giving rise to the party's entitlement to costs and any reasons, including dissenting reasons, given in respect of that order.

[SOR/2006-219, s. 15.]

Form 327

Paragraph 3(a) of Form 327 is replaced by the following:

(a) an exemplified or certified copy of the foreign judgment and any reasons, including dissenting reasons, given in respect of that judgment;

[SOR/2006-219, s. 16.]